

Modalités d'instruction des Autorisations d'Occupation temporaires

Identifiant de la procédure : P17-PR2

1 Objet de la procédure

La procédure a pour objet de présenter l'organisation de la DIRMed pour l'instruction et la gestion des autorisations de voirie sur le domaine public.

2 Définitions et terminologie

Le domaine public routier national est affecté à la circulation, toute autre utilisation n'est admise que si elle est compatible avec cette destination et fait l'objet d'une autorisation.

3 Acteurs et missions

- La cellule gestion du domaine de l'État
- Les districts
- Les CEI
- Les prestataires occupants

4 Résultats attendus

Protéger le domaine public des occupations illicites
Harmoniser les pratiques à l'ensemble des Districts et des CEI.

5 Occupation du domaine

Les biens du domaine public (DP) sont utilisés conformément à leur affectation à l'utilité publique. Aucun droit d'aucune nature ne peut être consenti s'il fait obstacle au respect de cette affectation. Il est inaliénable est imprescriptible.

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi d'un titre d'occupation délivré par le gestionnaire de la voie occupée ; pour le réseau routier national, le préfet.

Ce titre confère à son titulaire un droit exclusif (seul à pouvoir utiliser l'emplacement qui lui a été réservé sur le domaine public).

Ces autorisations d'occupation du domaine public sont délivrées à titre précaire et révocable : leur durée de validité, systématiquement mentionnée, est de cinq ans non renouvelable. Au terme de son délai de validité, une nouvelle autorisation est instruite.

L'occupation privative est soumise au paiement d'une redevance ; son instruction dans un délai de deux mois, doit se faire conformément au délai nécessaire à France Domaine pour estimer le montant de la redevance.

Ce montant est obligatoirement spécifié et, s'il n'est pas connu dans le délai d'instruction, l'autorisation devra, dans un article consacré, indiquer la formule suivante : « Compte tenu des délais d'instruction qui ne permettent pas de le connaître à ce jour, le montant de la redevance sera communiqué ultérieurement. Il est rappelé à cet effet que la redevance sera due rétroactivement et que cet arrêté n'implique pas la gratuité pour l'occupation visée. »

Les autorisations d'occupations du domaine public peuvent revêtir différentes formes.

Parmi les autorisations dites « classiques », telles que les autorisations d'occupation temporaire (AOT), on distingue également celles de type privé comme

- la permission de voirie (accès privé, accès station service, opérateur de télécommunication, convention d'occupation),
- et la permission de stationnement, de type « général » Accord de voirie.

Les différentes autorisations de voirie :

- **Autorisation d'occupation temporaire**

L'autorisation est accordée à titre privé, elle permet à l'occupant d'utiliser le domaine public ou une parcelle du domaine public. L'occupant ne peut réaliser de travaux sans avoir fait une demande de permission de voirie et obtenu un accord.

- **La Permission de Voirie**

La permission de voirie est l'acte autorisant l'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux en bordure de voie (accès riverains ou station-service) ou sur le domaine routier et dans ce cas, l'occupation du domaine par les ouvrages pour lesquels les travaux ont été autorisés.

C'est une autorisation à caractère unilatéral et temporaire nécessaire pour installer ou implanter sur le domaine public sans modification de l'assiette du DP, des objets ou ouvrages qui n'ont pas le caractère mobilier et de façon générale pour toute occupation nécessitant un ancrage dans le sol.

Toute création ou modification d'accès relève de la permission de voirie.

Ces permissions sont délivrées par l'autorité chargée de la gestion de la voie dans le cadre de la police de la conservation.

- **La Convention d'occupation temporaire**

Elle sera établie de préférence à l'arrêté de voirie lorsque les installations présentent un caractère immobilier répondant à des préoccupations d'équipements de la routes et de services à l'utilisateur, et sont essentiellement, sinon exclusivement desservies par le domaine public national dont ils affectent l'emprise. La convention peut exceptionnellement revêtir la forme d'un contrat de concession de travaux public assorti d'une mission de service public

La convention prend les même formes et conditions que l'arrêté de voirie, mais l'acte est signé par les deux parties.

Un dossier technique comprenant le projet d'installation est annexé au cahier des charges de la convention.

- **L'accord de voirie**

L'accord de voirie concerne uniquement les concessionnaires de droit (ERDF, GRDF, Oléoducs d'intérêt général ou intéressant la défense nationale, canalisation d'intérêt général destinée au transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés).

Il fixe les conditions d'implantation des ouvrages et de remise en état du domaine public. Il est délivré en application des articles L 113-3 à L113-6 et R113-2 à R113-10 du code de la voirie routière.

Les conventions qui lient la DIR aux occupants de droit, souvent rédigées par les opérateurs, sont directement soumises à avis du siège et signées du Directeur.

- **Le permis de stationnement**

Le permis de stationnement est l'acte autorisant le stationnement ou le dépôt de meubles sur le domaine public ou en surplomb de ce dernier. Les meubles concernés peuvent être de toute nature, ils sont généralement liés à l'activité professionnelle (terrasse de café, étalage de commerçant) ou une activité ponctuelle (échafaudage, dépôt de matériaux, benne à gravats).

Ces autorisations d'occupation temporaire peuvent donner lieu à redevance.

Le permis de stationnement est délivré par le titulaire des pouvoirs de police de la circulation :

- en agglomération le maire,

- hors agglomération le préfet ou sur délégation, le directeur interdépartemental des routes méditerranée ou l'un de ses collaborateurs autorisé par subdélégation.

- **L'arrêté individuel d'alignement**

Il a pour objet de préciser à chaque propriétaire riverain qui en fait la demande, la limite séparant sa propriété du domaine public routier national.

Voir fiche de procédure sur l'alignement.

Formes de l'autorisation :

Les différentes autorisations seront délivrées sous forme d'une décision unilatérale (arrêté) Elles peuvent prendre également la forme contractuelle d'une convention d'occupation temporaire ou être intégrée dans un contrat de concession.

L'ensemble des arrêtés sont disponibles sur l'intranet de la DIRMed dans la rubrique route.

6 Description de la procédure

AOT, permission de voirie, permission de stationnement

- Forme de la demande

La demande est formulée soit sur papier libre, soit en renseignant le formulaire de demande disponible sur l'intranet de la DIRMed. Les renseignements devront être portés par le pétitionnaire (propriétaire ou mandataire) et contenir les indications exactes de Nom prénom et domicile, la nature et la localisation de l'occupation ou des travaux, et la durée pour laquelle l'autorisation est sollicitée.

- Composition du dossier

La demande est accompagnée, suivant la nature de l'occupation et l'importance des travaux, d'un dossier technique en trois exemplaires donnant toutes les informations nécessaires à son instruction. Il doit comprendre :

-un plan coté : en agglomération si possible 1/200^{ème} ou 1/500^{ème},
hors agglomération si possible 1/500^{ème} ou 1/1000^{ème},

Un mémoire explicatif décrivant les travaux, la nature de l'occupation et les conditions d'exploitation de l'ouvrage et indiquant le mode exécution prévu, la date et le délai d'exécution souhaité et les mesures envisagées sur le plan de l'exploitation de la route et de la sécurité

- Instruction de la demande

La demande est transmise par courrier au district gestionnaire du réseau concerné. En agglomération le service instructeur de la demande devra avoir l'avis du maire de la commune concernée. Le service concerné par son instruction veillera à ne pas porter atteinte :

- au domaine public
- à la sécurité routière
- au droit des tiers
- au principe de la liberté du commerce et de l'industrie

L'instruction devra veiller au fait que l'autorisation d'occuper le domaine public qui va être accordée ne dispense pas de faire appliquer des règlements en vigueur, notamment du code de l'urbanisme. Elle ne vaut pas permis de construire et ne saurait en aucun cas soustraire le permissionnaire à l'obligation de l'obtention d'une autorisation de construire.

L'autorisation est délivrée sous forme d'arrêté dont une expédition est remise au pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande.

Toute fois la DIRMed peut en effet estimer que l'autorisation, si elle est accordée, peut-être contraire à la conservation du domaine public, ou à la circulation ou même à un engagement antérieur de l'administration

(projet.....). Par contre la DIRMed ne peut prétexter des motifs étrangers à la notion d'intérêt général pour refuser la délivrance de l'arrêté, sous peine d'illégalité du refus.

En l'absence de réponse dans ce délai, l'autorisation est réputée refusée. Sur demande express du demandeur le refus doit être pris sous la forme d'un arrêté.

Il est rappelé que, pour toute demande d'arrêté de stationnement en agglomération, la demande sera transmise à la commune concernée, qui l'instruira et prendra avis auprès du gestionnaire de voie avant d'établir l'arrêté.

- Signature de l'arrêté

les arrêtés de voirie relatifs à la police de la conservation sont des documents préfectoraux pour lequel le Directeur de la DIRMed a délégation de signature ou l'un de ses collaborateurs directs.

Pour la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, les permissions de voirie et les permis de stationnement (hors agglomération) sur le DP, la délégation de signature a été donnée aux chefs de district ainsi que ses adjoints (voir arrêté de subdélégation du département concerné).

Par contre pour les cas particuliers, transport de gaz, oléoduc, distributeurs de carburants et pour le renouvellement des autorisations correspondante seul le directeur de la DIRMed ou l'un de ses collaborateurs directs peut valider la demande.

Convention d'occupation

- Forme de la demande

La demande doit être présentée dans les mêmes formes et conditions que celles requises pour la permission de voirie. Le dossier technique est toutefois remplacé par un projet des installations ou ouvrages envisagés.

Ce projet comporte en règle générale :

- un mémoire descriptif, explicatif comportant les date et délai d'exécution souhaités et des mesures d'exploitation retenues.
- l'évaluation détaillée de la dépense.
- les plans et les notes techniques ou de calculs nécessaires à la compréhension et à l'application de la solution proposée.

- Approbation du projet

Le projet doit être validé par le directeur de la DIRMed ou l'un de ses collaborateurs autorisé. Il en est de même pour toute modification ultérieure des ouvrages ou des installations futures.

- Passation de la convention

La convention d'occupation est passée entre l'État et le demandeur ou son mandataire. Elle est signée au nom de l'État par le préfet ou par délégation par le directeur interdépartemental des routes ou l'un de ses collaborateurs autorisés. La convention est accompagnée d'un cahier des charges qui fixe, conformément à un cahier des charges type établi par le ministre chargé des routes et de la circulation routière, le détail des droits et obligations des parties. Le cahier des charges précise notamment les conditions d'exécution des travaux, les modalités d'exploitation des ouvrages et installations, les charges d'occupations du domaine public, le montant de la redevance ainsi que ses modalités de paiement et de révision. Les possibilités de cession, de mise en gérance ou de sous-traitance, les circonstances qui entraînent la révocation ou la résiliation de la convention, celles qui justifient l'octroi d'une indemnité au contractant, le sort des installations en fin d'occupation. Tout avenant éventuel à la convention intervient dans les mêmes formes. Dans le cadre de la convention, la durée de l'occupation ne peut excéder dix-huit ans, sauf autorisation du ministre chargé des routes et de la circulation routière.

L'agrément du projet et la signature de la convention ne dispensent en aucun cas le contractant de satisfaire aux obligations qui découlent normalement du droit des tiers.

Accord de voirie

- Forme de la demande accord de voirie

La demande d'accord doit être accompagnée d'un dossier technique identique à celui prévu dans la permission de voirie. La demande est remise au district gestionnaire de la voie concernée, au moins 1 mois avant la date prévue de commencement des travaux. Le délai d'instruction peut être supérieur dans le cas de travaux

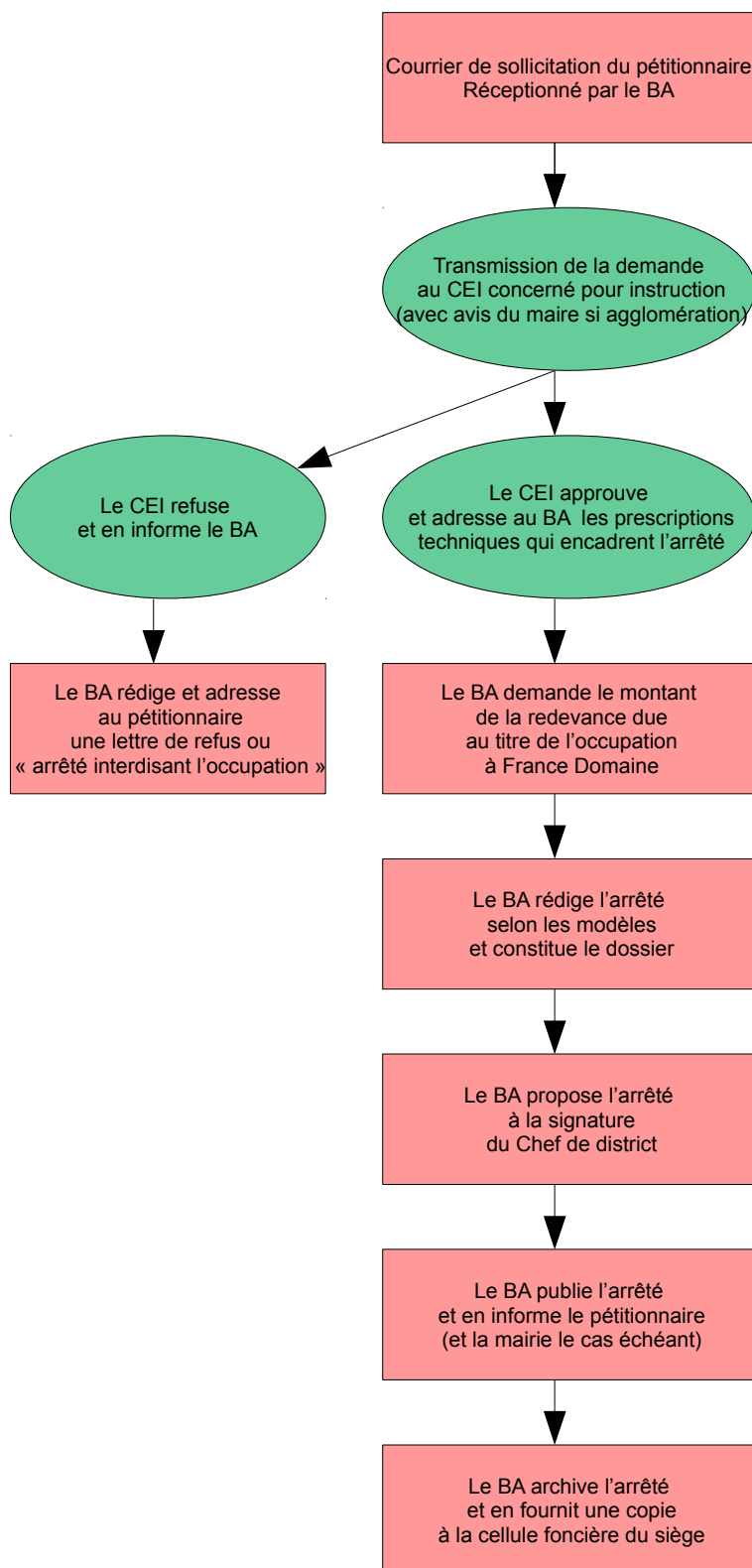
importants ou intéressant les ouvrages d'autres occupants du domaine public.

- Conditions de l'accord

L'accord est donné par simple lettre. Si l'accord fixe les dates limites d'exécution des travaux, il est réputé donné pour une période de temps déterminée et doit être à nouveau sollicité dans le cas où l'occupation n'est pas réalisée dans les délais impartis.

L'accord indique également la durée pour laquelle il est donné. Cette durée peut être inférieure à celle de la concession. Il ne crée, pour l'occupant, aucun droit de maintien de ses ouvrages à l'emplacement retenu et ne le dégage en rien des obligations ou charges lui incombant en cas de suppressions, modifications ou déplacements commandés par l'intérêt du domaine public routier. Sauf accord particulier.

Fiche synthétique de processus de traitement d'une demande d'autorisation de voirie



7 Contrôles

- Modalités :**

- En appliquant le règlement de voirie
- En veillant à l'évolution de la réglementation (C.V.R, C de l'État, CG3P, C de la route, CGCT)
- En contrôlant avec l'arrêté de délégation de signature de conservation/ conservation du domaine (date et n° de l'arrêté).

- Sanctions :**

Toute occupation du domaine public non autorisée est interdite. Elle est sanctionnée en vertu de la police de la conservation, qui protège l'intégrité matérielle et l'affectation des biens, se limite aux bien relevant du domaine public.

Les infractions à la police de la conservation sont réprimées par contraventions après établissement d'un procès verbal de constatation, établi par un agent de la DIRMed commissionné et assermenté à cet effet. Les procès verbaux sont transmis au service juridique du siège de la DIRMed qui transmettra au procureur de la république dont le contentieux relève sous réserve des questions de préjudices relevant de la compétence de la juridiction administrative.

8 Documents en entrée

Description du document		émetteur
Demande d'occupation du domaine public	Formulaire de demande type	Particulier, entreprise, opérateur de droit

9 Documents en sortie

Description des documents		Responsable de la maîtrise du document	Enregistrement qualité
Délivrance d'arrêté	modèles d'arrêté	Chef de District / Chef de CEI	Tableau de suivi



10 Indexation qualité

Historique des versions du document

Version	Dates	Auteur	Commentaires
0		Y. Mazaurin	
0.1	25/11/13	F. Lardé	Corrections ; indexation
1	06/09/16	A.Mouchaouche	Compléments ; nouveau logigramme

Affaire suivie par

Francis LARDÉ – SPEP
Tél. 04 88 44 53 27 – 06 37 03 49 39
Mél. Francis.larde@developpement-durable.gouv.fr

Proposé et vérifié par	Validé et approuvé par	Mise en application
Nom : Francis LARDE signature :  Date : 06/09/2016	Nom : Stéphane LEROUX signature :  Date : 06/09/2016	Date : 06/09/2016